

---

# Rapport d'orientation budgétaire 2024

**Commune d'Entraigues sur la Sorgue**

**Conseil municipal du 15 février 2024**

---

## Sommaire

### 1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

### 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

- 2.1 - Les masses budgétaires
- 2.2 - Soldes financiers
- 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel
- 2.4 - Endettement

### 3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

- 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion
- 3.2 - Epargne brute
- 3.3 - Effet de ciseau

### 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

- 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux
- 4.2 - Annuités de la dette
- 4.3 - Ratio de désendettement

### 5 - LA FISCALITE DIRECTE

- 5.1 - L'évolution des bases
- 5.2 - Evolution des taux et des produits

### 6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

- 6.1 - Les recettes de fonctionnement
- 6.2 - Les dépenses de fonctionnement

### 7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

- 7.1 - Les recettes d'investissement
- 7.2 - Les dépenses d'investissement

### 8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

- 8.1 - Les dépenses prévues au PPI
- 8.2 - Les financeurs du PPI
- 8.3 - Le coût net annuel

### 9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

### 10 - LES RATIOS



Une hausse ne serait possible que si le taux de TFPB était préalablement augmenté.

**-Le soutien de l'Etat sur les projets d'investissement :** L'Etat poursuit en 2023 le soutien à l'investissement local avec la DETR et la DSIL (2 milliards d'euros)

## 1 - METHODOLOGIE ET HYPOTHESES RETENUES

Les résultats de la partie rétrospective tiennent compte du projet de compte administratif 2023  
Population au 1er janvier 2024: 8916 habitants

Les résultats de la prospective tiennent compte des hypothèses retenues dans le tableau ci-dessous :

Thème	Agrégat	2023	Hypothèse
Fiscalité	Base nette imposable taxe d'habitation		Application depuis 2021 du taux unique (addition du taux communal et du taux départemental de TFPB) Revalorisation des bases en 2024 de 3.9 % (après 7.1 % en 2023)
Recettes de fonctionnement	Atténuation de charges (chap 013)	78 022	Stabilisation après une année 2022 de rattrapage
	Produits des services (chap 70)	758 588	Hausse de la fréquentation des activités jeunesse en 2023
	Attribution de compensation (art 7321)	1 725 665	Niveau figé depuis 2018
	Taxe additionnelle aux droits de mutation (art 7381)	376 000	Baisse en 2023 avec la hausse des taux bancaires immobiliers
	DGF, dotation forfaitaire (art 7411)	462 418	Légère hausse en 2023 suite à la prise en charge de l'écrêtement par l'Etat
	Dotation de solidarité rurale - DSR (art 74121 et 74122)	149 494	Abondement par l'état de 50 milliards d'euros – 20 000 € en plus pour la commune
	Dotation nationale de péréquation (art 74127)	32 353	La ville a perdu l'éligibilité à la DNP. La garantie de sortie (-10% / an) s'applique jusqu'à extinction
	Autres produits de gestion courante (chap 75)	221 406	
	Produits financiers (chap 76)	305 386	Fonds de soutien versé certes en 13 fois à partir de 2016
Recettes d'investissement	FCTVA (art 10222)	222 621	
	Taxe d'urbanisme (art 10223 à 10226)	72 690	
Dépenses de fonctionnement	Charges à caractère général (chap 011)	2 230 000	Augmentation suite à l'inflation générale (fluides, denrées...)
	Charges de personnel et frais assimilés (chap 012)	4 194 825	Augmentation suite aux mesures gouvernementales et au GVT
	FPIC (art 739223)	50 848	
	Subventions versées (art 657)	384 212	

## 2 - LES GRANDES MASSES FINANCIERES

### 2.1 - Les masses budgétaires

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Recettes de fonctionnement</b>	9 531 622	10 093 791	10 415 046	10 581 036	10 723 137	10 839 396	10 956 550
<b>Dépenses de fonctionnement</b>	7 158 790	7 503 648	7 730 844	8 175 534	8 352 845	8 533 779	8 720 197
<i>dont intérêts de la dette</i>	346 948	321 638	295 751	281 119	252 384	223 895	195 180
<b>Recettes d'investissement</b>	955 546	753 280	1 250 394	1 564 443	920 295	1 188 443	595 179
<i>dont emprunts souscrits</i>	0	14 709	0	0	0	0	0
<b>Dépenses d'investissement</b>	2 374 647	2 612 084	4 825 443	5 792 493	3 291 546	3 448 513	2 787 786
<i>dont capital de la dette</i>	751 388	767 424	785 665	803 204	821 546	808 513	827 786
<i>dont P.P.I</i>	1 492 485	1 844 659	3 903 286	4 989 289	2 470 000	2 640 000	1 560 000

Sur la période 2022/2023, on constate une hausse continue des recettes de fonctionnement dues à des bases fiscales dynamiques et au taux de revalorisations des bases décidées par le gouvernement. Les dotations augmentent également mais sont artificiellement augmentées par le compte dans ce chapitre de la compensation de l'exonération de TFPB sur les propriétés bâties. Ce dynamisme se perpétue à un rythme moindre sur la période 2024-2027

On trouve une divergence entre les chiffres exposés dans le présent rapport et les chiffres présentés dans le diaporama. Cela s'explique par le fait que dans l'étude présentée, les reports d'excédent de fonctionnement ne sont pas compatibles.

Les dépenses réelles de fonctionnement ont augmenté de 4.51 % entre 2022 et 2023 sous l'effet de la crise énergétique et de l'inflation. Entre 2023 et 2024 une hausse de 5.75 % est envisagée pour les mêmes raisons. Sur le reste de la période d'analyse une hausse moindre a été prise en compte soit 2.16 % annuelle. Les orientations retenues paraissent raisonnables compte tenu des informations disponibles, afin de maintenir les équipements municipaux en bon état, la qualité des services. Ces objectifs permettent de maintenir des marges d'autofinancement des investissements.

Les recettes d'investissement, notamment pour les années 2023 à 2027 prennent en compte les subventions notifiées donc « certaines ». D'autres subventions seront sollicitées en fonction des projets d'investissement. Aucun emprunt nouveau n'est envisagé sur la période 2024-2027

La programmation des dépenses d'investissement prend en compte nos capacités financières au travers du Plan Pluriannuel et la volonté de maintenir le désendettement de la commune.

### 2.2 - Soldes financiers

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne de gestion	2 614 721	2 904 677	2 956 592	2 685 621	2 621 676	2 528 511	2 430 533
Epargne brute	2 267 772	2 583 039	2 660 841	2 404 502	2 369 292	2 304 616	2 235 353
Epargne nette	1 516 385	1 815 615	1 875 177	1 601 299	1 547 746	1 496 103	1 407 567

Les années 2021, 2022 et 2023 ont vu une nette évolution des épargnes du fait de la maîtrise des dépenses de fonctionnement et de la progression des recettes. Sur la période 2024-2027, les épargnes dégagées faibliront légèrement. Ceci s'explique par une estimation « très prudente » des recettes de fonctionnement, impactée par les réformes gouvernementales. Les dépenses sont impactées par le « rebond » très important de l'inflation. C'est une hypothèse basse puisque toute recette supplémentaire liée notamment à l'évolution des bases fiscales et au dynamisme du marché immobilier sur la commune via les droits de

mutations viendra augmenter la capacité d'épargne. Malgré des hypothèses particulièrement prudentes l'épargne nette est stabilisée à 1.5 millions

### 2.3 - Fonds de roulement et résultat prévisionnel

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Fonds de roulement en début d'exercice	2 887 705	3 841 436	4 572 776	3 681 930	1 859 383	1 858 425	1 903 970
Résultat de l'exercice	953 731	731 340	-890 846	-1 822 547	-958	45 546	43 745
Fonds de roulement en fin d'exercice	3 841 436	4 572 776	3 681 930	1 859 383	1 858 425	1 903 970	1 947 716

Le Fonds de roulement de fin d'exercice représente l'excédent en fin d'exercice. Il s'agit d'une « photographie » au 31 décembre de chaque année. Selon les spécialistes, le Fonds de roulement doit représenter au minimum un mois de dépense de fonctionnement ou deux mois de dépenses de personnel, soit 800 000 euros. Sur les années 2023 à 2027 le fonds de roulement pourra évoluer « à la hausse » en fonction des subventions qui pourront nous être attribuées et qui ne sont pas prises en compte. En tout état de cause, même sans subvention, compte tenu de l'importance des dépenses d'équipement reprises dans le PPI, notamment en 2023 et 2024, le fonds de roulement sera d'un niveau satisfaisant en 2024 et les années suivantes.

### 2.4 - Endettement

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Encours au 31 décembre	9 406 921	8 654 206	7 868 542	7 065 338	6 243 792	5 435 278	4 607 493
Ratio de désendettement	4,1 ans	3,4 ans	3 ans	2,9 ans	2,6 ans	2,4 ans	2,1 ans
Emprunt	0	14 709	0	0	0	0	0

Entre 2020 et 2027 la commune aura continué son désendettement. Pour mémoire -50% entre 2020 et 2027. La dette par habitant sera proche de 500 €-par habitant fin 2027. Ceci associé à une stabilité de l'Epargne Brute contribue à maintenir un ratio de désendettement inférieur à 2.1 années. Cette valeur est un indicateur essentiel d'une « très bonne santé financière » par les spécialistes des finances des collectivités territoriales et les organismes prêteurs.

## 3 - LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

### 3.1 - Soldes intermédiaires de gestion

#### **Soldes intermédiaires de gestion :**

Ce sont des indicateurs permettant d'analyser le niveau de richesse de la collectivité. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle.

**Epargne de gestion =** Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement hors intérêts de la dette.

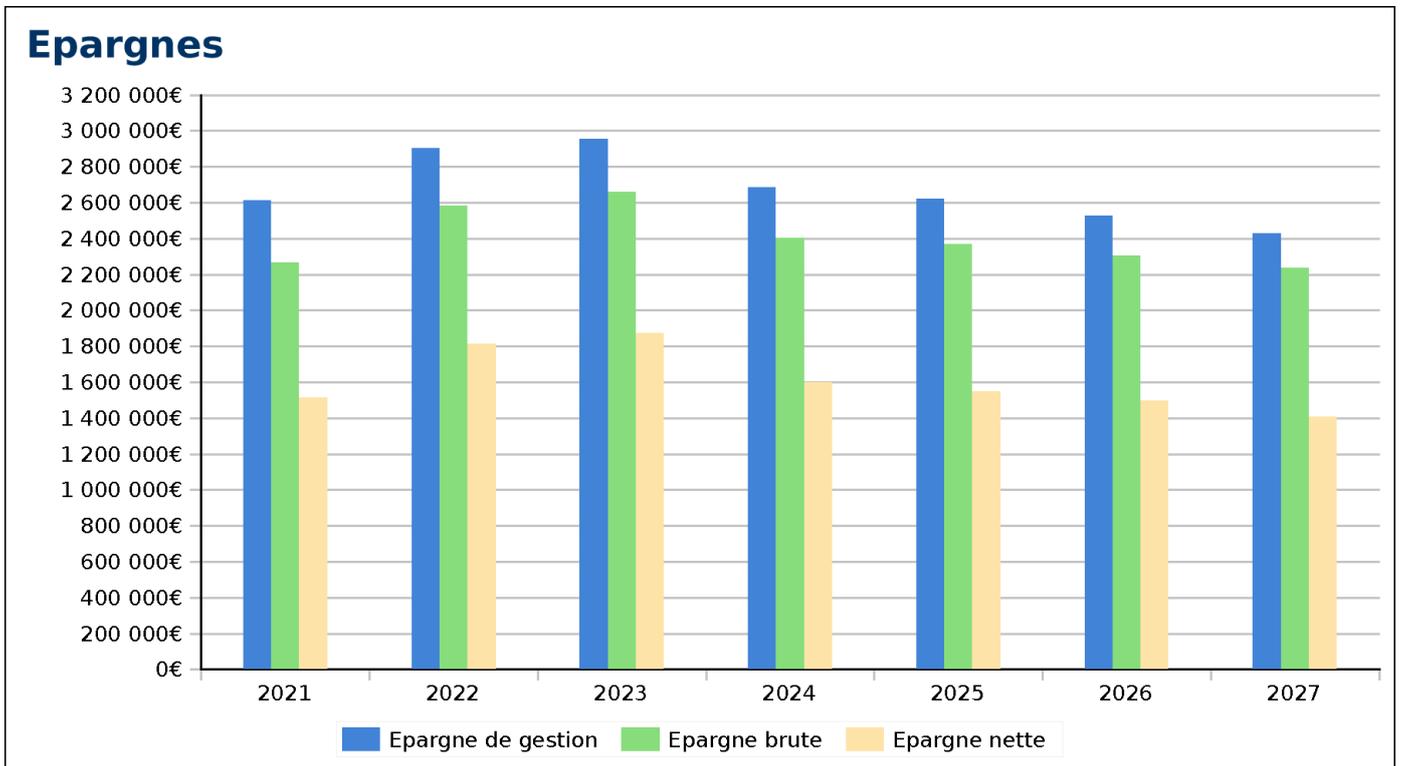
	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Montants	2 614 721	2 904 677	2 956 592	2 685 621	2 621 676	2 528 511	2 430 533

**Epargne brute =** Différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement. L'épargne brute représente le socle de la richesse financière.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Montants	2 267 772	2 583 039	2 660 841	2 404 502	2 369 292	2 304 616	2 235 353

**Epargne nette =** Epargne brute ôtée du remboursement du capital de la dette. L'épargne nette permet de mesurer l'équilibre annuel. Une épargne nette négative illustre une santé financière dégradée.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
<b>Recettes de fonctionnement</b>	9 531 622	10 093 791	10 415 046	10 581 036	10 723 137	10 839 396	10 956 550
Epargne de gestion	2 614 721	2 904 677	2 956 592	2 685 621	2 621 676	2 528 511	2 430 533
Epargne brute	2 267 772	2 583 039	2 660 841	2 404 502	2 369 292	2 304 616	2 235 353
<i>Taux d'épargne brute (en %)</i>	24,06 %	25,61 %	25,61 %	22,73 %	22,1 %	21,26 %	20,4 %
Epargne nette	1 516 385	1 815 615	1 875 177	1 601 299	1 547 746	1 496 103	1 407 567



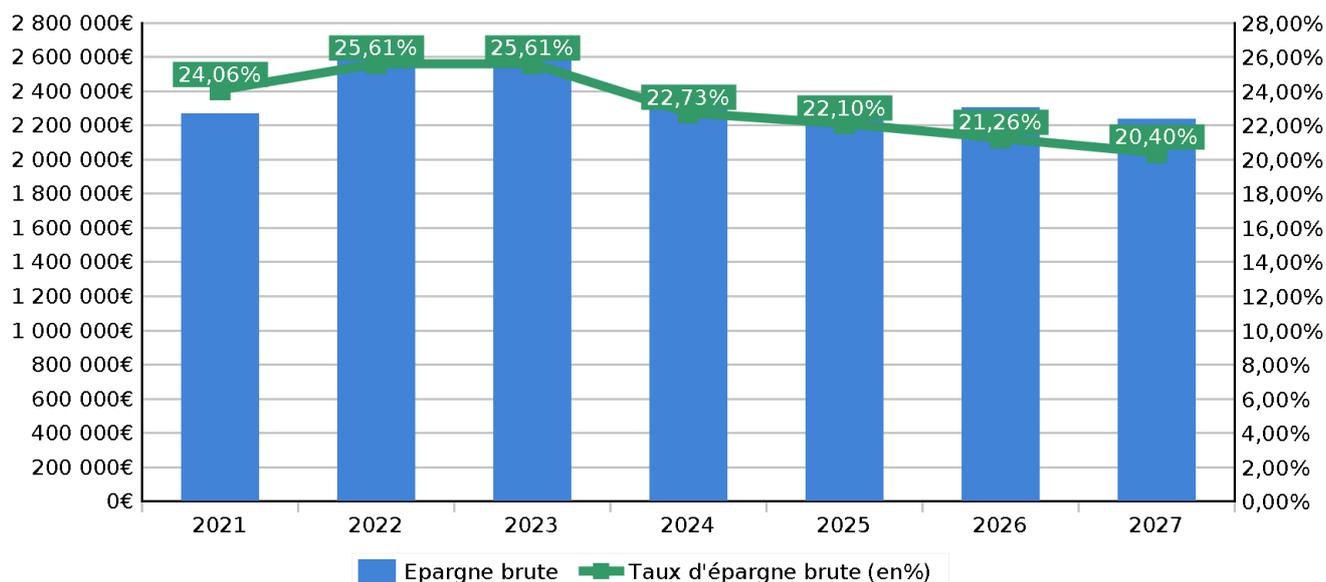
### 3.2 - Epargne brute

**Epargne brute** = C'est l'écart entre les recettes de fonctionnement et les dépenses de fonctionnement. L'excédent appelé aussi autofinancement brut finance la section d'investissement et doit être supérieur ou égal au remboursement du capital de la dette. La part des cessions d'immobilisations est retirée car il s'agit d'une recette exceptionnelle. La Cour des Comptes considère qu'un taux d'Epargne Brut compris entre 8 et 12 % est le signe d'une situation financière saine. Fin 2022 le taux est supérieur à 25 %. Sur la période 2024-2027 le taux est supérieur à 20 % mais reste très au-dessus des préconisations de la CRC qui sont entre 12 et 15 %.

Ce taux d'Epargne Brute associé au ratio de désendettement, témoignent d'une situation financière particulièrement bonne.

Le taux d'épargne brute est la valorisation en pourcentage de l'épargne brute.

## Epargne brute



L'épargne brute et le taux d'épargne brute évoluent de la façon suivante :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne brute	2 267 772	2 583 039	2 660 841	2 404 502	2 369 292	2 304 616	2 235 353
Taux d'épargne brute (en %)	24,06 %	25,61 %	25,61 %	22,73 %	22,1 %	21,26 %	20,4 %

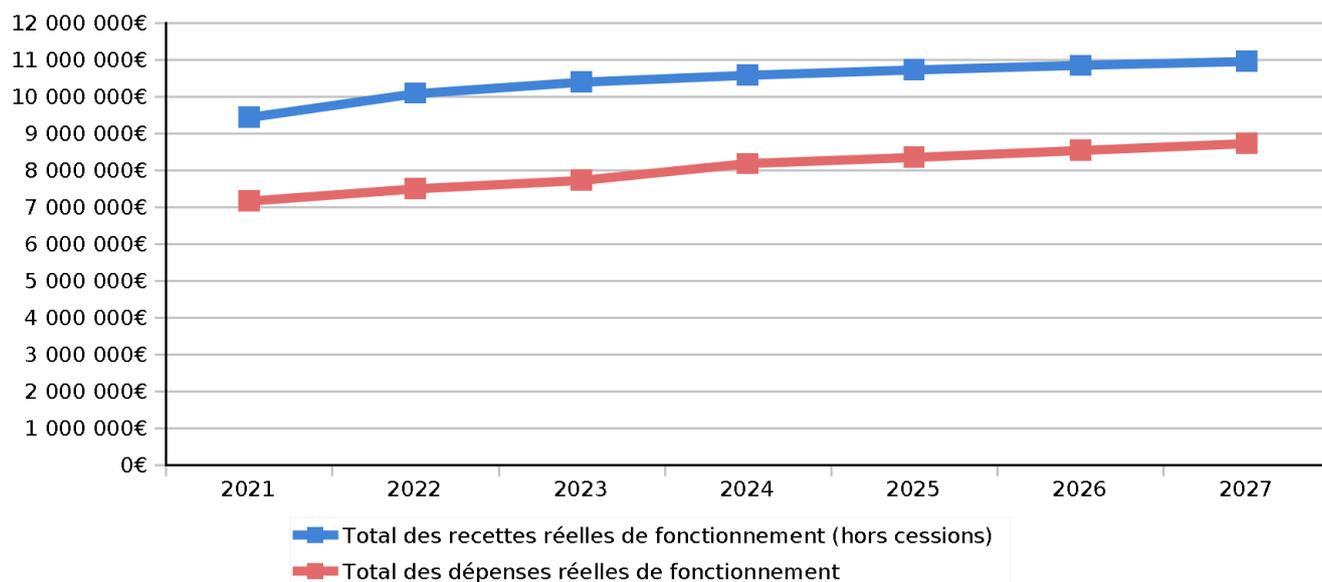
### 3.3 - Effet de ciseau

**Effet de ciseau :** Evolution de l'écart entre les recettes d'exploitation hors cession (fonctionnement) et les dépenses d'exploitation (fonctionnement) y compris les cessions d'immobilisations.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Recettes de fonctionnement (hors cessions)	9 426 562	10 086 687	10 391 685	10 580 036	10 722 137	10 838 396	10 955 550
<i>Evolution n-1</i>	0,41 %	7 %	3,02 %	1,81 %	1,34 %	1,08 %	1,08 %
Dépenses de fonctionnement	7 158 790	7 503 648	7 730 844	8 175 534	8 352 845	8 533 779	8 720 197
<i>Evolution n-1</i>	-1,44 %	4,82 %	3,03 %	5,75 %	2,17 %	2,17 %	2,18 %

Selon les hypothèses prises dans l'analyse, à partir de 2024, les dépenses de fonctionnement devraient évoluer à un rythme plus élevé que les recettes mais l'écart est infime et les hypothèses d'évolution des recettes sont très prudentes. Comme le montre le graphique ci-dessous, l'effet ciseau n'est pas actualité.

## Effet de ciseau



Ce graphique illustre l'effet de ciseau, il met en évidence la dynamique des recettes par rapport à la dynamique des dépenses. Les recettes ou dépenses exceptionnelles ne sont pas comptabilisées et sont de nature à faire varier les agrégats d'une année sur l'autre. Le delta entre recettes et dépenses ainsi mis en évidence nourrit la section d'investissement. Il permet alors de financer les dépenses d'équipement ou de se désendetter.

## 4 - LE NIVEAU DE L'ENDETTEMENT

### 4.1 - Encours de dette et emprunts nouveaux

Selon ce scénario, l'encours de la dette évoluerait de **9 406 921 € en 2021 à 4 607 493 € en 2027** (échelle de gauche du graphique).

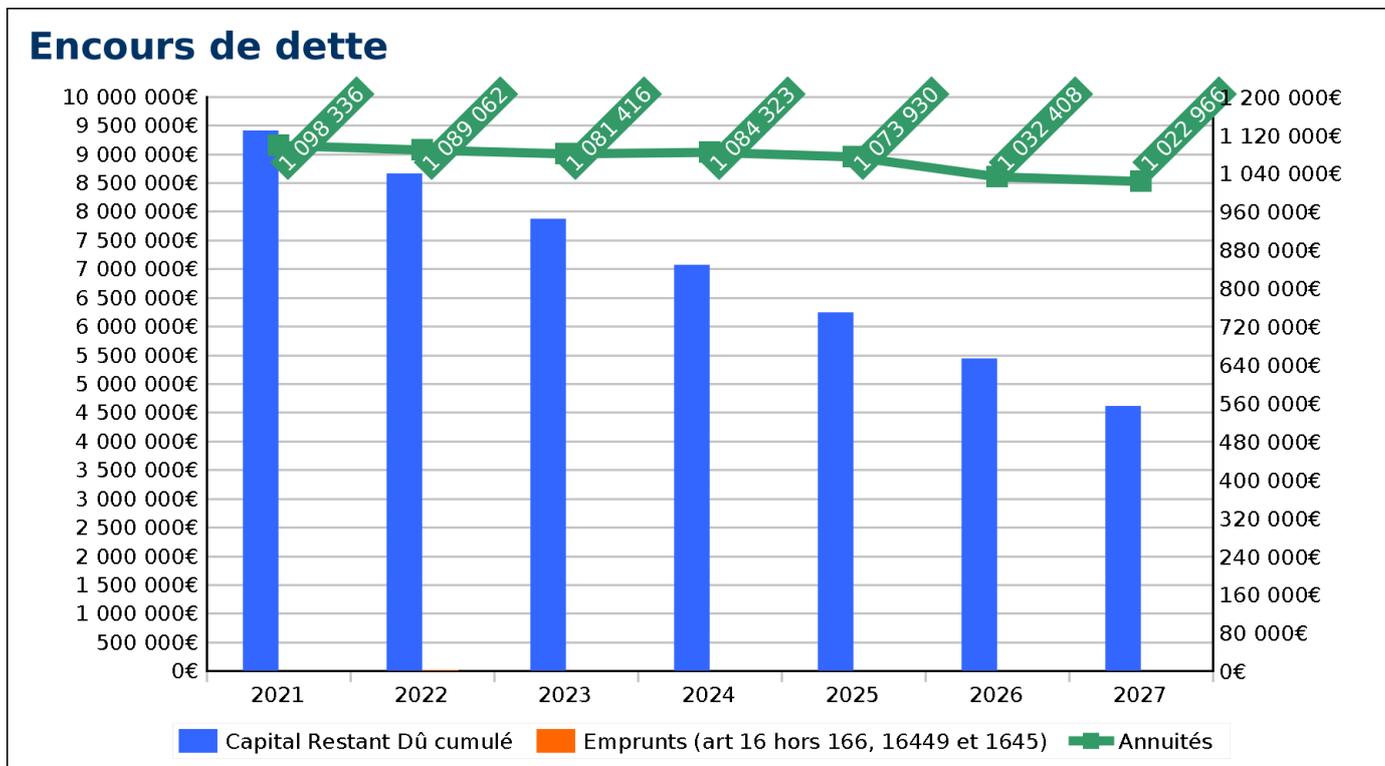
De la même façon, l'annuité de la dette évoluerait de **1 098 336 € en 2021 à 1 022 966 € en 2027** (échelle de droite du graphique).

	Encours de dette au 31/12	Evolution n-1	Emprunts nouveaux
2021	9 406 921	-7,4 %	0
2022	8 654 206	-8 %	14 709
2023	7 868 542	-9,08 %	0
2024	7 065 338	-10,21 %	0
2025	6 243 792	-11,63 %	0
2026	5 435 278	-12,95 %	0
2027	4 607 493	-15,23 %	0

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Encours de dette au 31/12	-11,22 %	-51,02 %

Le graphique ci-dessous indique par année les évolutions du capital restant dû et de l'annuité (échelle de droite du graphique). Aucun n'emprunt n'est programmé jusqu'en 2027. Depuis 2017 c'est plus de 7 Millions de dette en moins

## Encours de dette



### 4.2 - Annuités de la dette

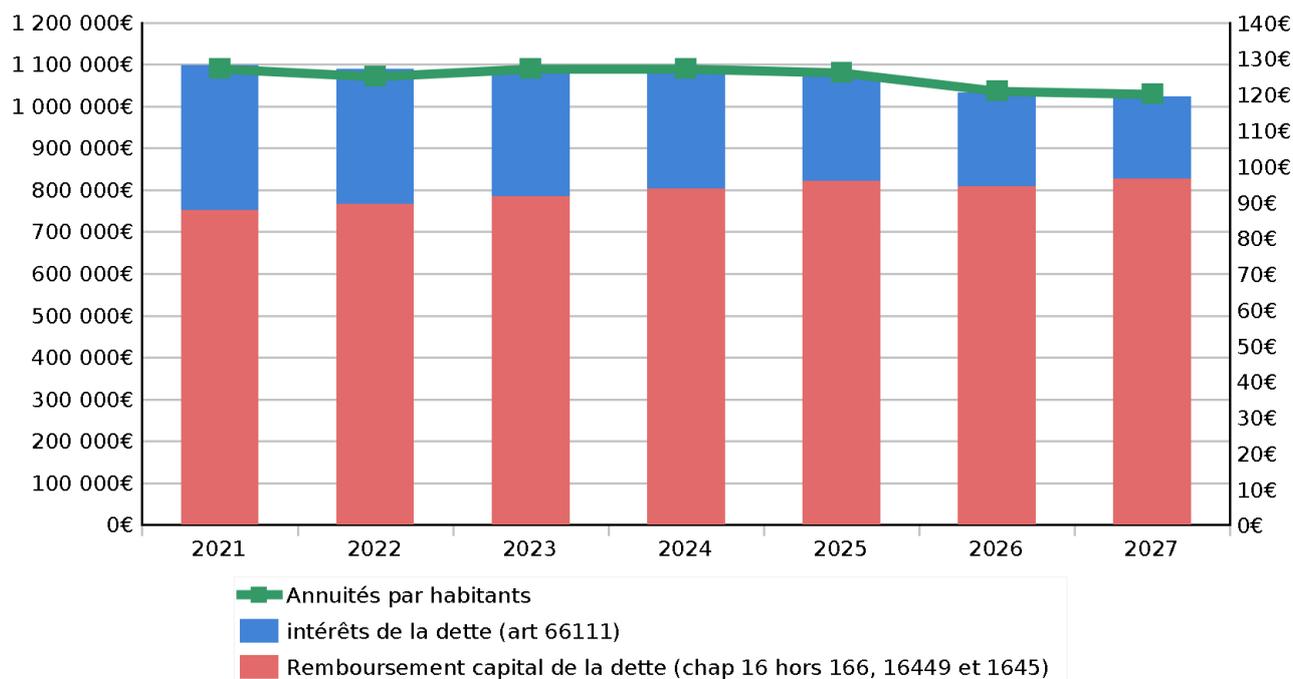
L'annuité de la dette (capital + intérêts) s'échelonne et se ventile comme suit :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Annuités	1 098 336	1 089 062	1 081 416	1 084 323	1 073 930	1 032 408	1 022 966
Evolution n-1 (en %)	-0,93 %	-0,84 %	-0,7 %	0,27 %	-0,96 %	-3,87 %	-0,91 %
Capital en euro	751 388	767 424	785 665	803 204	821 546	808 513	827 786
Intérêts en euro	346 948	321 638	295 751	281 119	252 384	223 895	195 180

Le graphique ci-dessous permet de lire directement l'évolution du remboursement du capital et des intérêts de la dette sur toute la période.

L'échelle de droite enregistre la variation de l'annuité de la dette par habitant.

## Remboursement



La ventilation de l'annuité de la dette en euro par habitant évolue de la façon suivante :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Annuités	127	125	127	127	126	121	120
Capital	87	88	92	94	96	95	97
Intérêts	40	37	35	33	30	26	23

### 4.3 - Ratio de désendettement

Le ratio de désendettement détermine le nombre d'années nécessaires à la collectivité pour éteindre totalement sa dette par mobilisation et affectation en totalité de son épargne brute annuelle. Il se calcule selon la règle suivante : encours de dette au 31 décembre de l'année budgétaire en cours / épargne brute de l'année en cours.

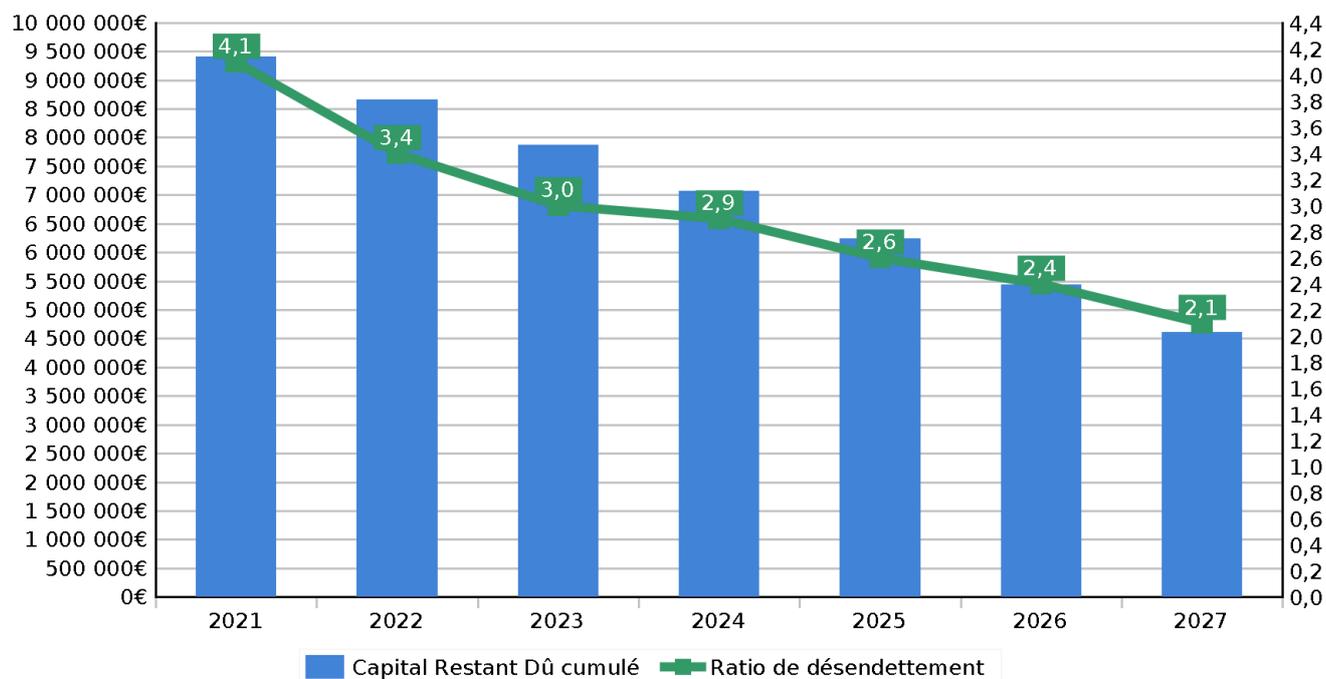
La capacité de désendettement pour la collectivité évolue comme suit :

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ratio	4,1 ans	3,4 ans	3 ans	2,9 ans	2,6 ans	2,4 ans	2,1 ans

Selon les spécialistes, une valeur de ratio inférieure à 10 années, traduit une « bonne santé financière », un ratio compris entre 11 et 15 années, constate une situation financière qui nécessite une attention particulière, un ratio supérieur à 15 durant plusieurs années traduit des difficultés financières. Son niveau particulièrement bas traduit une « très bonne santé financière »

**La Loi de Finances 2018 mentionnait que les communes de plus de 10 000 habitants ne devaient pas avoir un ratio supérieur à 13 années. Récemment le gouvernement a fixé un seuil d'alerte à 12 ans**

## Capacité de désendettement



### L'équilibre pluriannuel

Afin de déterminer l'échelle de risque, il faudra comparer le ratio de désendettement avec la durée de vie moyenne de la dette.

Pour rappel, la durée de vie moyenne représente la vitesse moyenne de remboursement du prêt (exprimée en année). Elle exprime aussi la durée nécessaire pour rembourser environ la moitié du capital restant dû d'un emprunt amortissable.

Calcul du ratio : **Ratio de désendettement (CDD)/durée de vie moyenne (DVM)**

Si la capacité de désendettement est inférieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ( $CDD/DVM < 1$ ), cela signifie que si la collectivité consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération ira plus vite que de laisser le capital se rembourser selon son propre profil.

Si la capacité de désendettement de la collectivité est supérieure à la durée de vie moyenne de son stock de dette ( $CDD/DVM > 1$ ), cela signifie que même si elle consacre l'intégralité de son épargne à rembourser tout son stock à un instant "t", cette opération sera plus lente que de laisser le capital se rembourser naturellement. Il y a donc un risque que la collectivité ne puisse pas faire face à ses engagements contractuels.

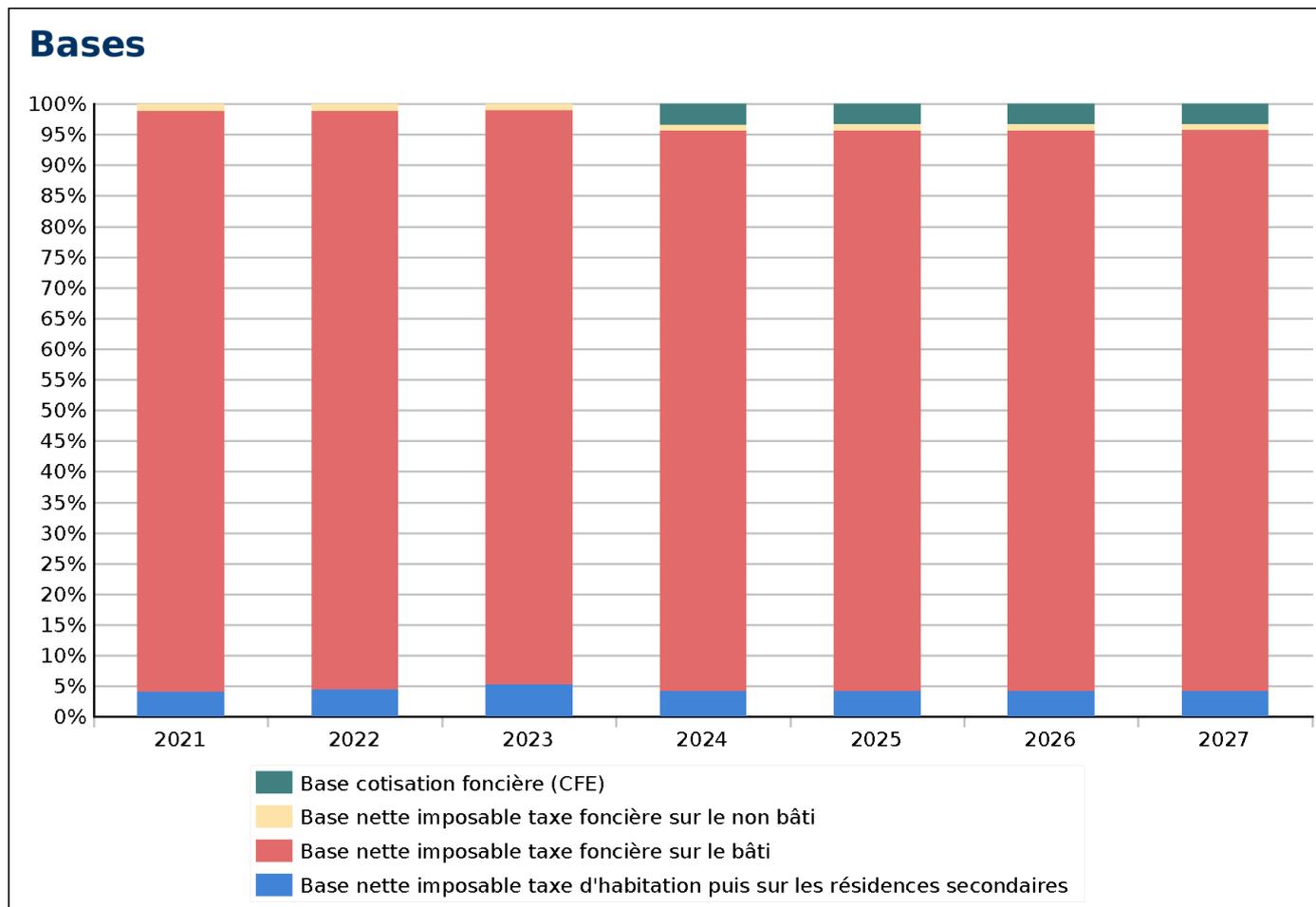
# 5 - LA FISCALITE DIRECTE

## 5.1 - L'évolution des bases

Le poids des bases fiscales permet de distinguer le dynamisme de chaque nature de taxe. Depuis la réforme, la fiscalité directe se limite essentiellement à la Taxe Foncière sur les propriétés bâties.

Ci-dessous le tableau des bases fiscales pour chaque taxe.

Années	Base cotisation foncière	Base taxe d'habitation puis THRS	Base taxe foncière (bâtie)	Base taxe foncière (non bâtie)
2021	0	454 101	10 620 376	131 367
2022	0	529 307	11 253 798	132 514
2023	0	681 927	12 169 273	141 160
2024	471 198	588 997	12 777 737	145 395
2025	482 978	603 722	13 161 069	145 395
2026	491 672	614 589	13 424 290	145 395
2027	500 030	625 037	13 692 776	145 395

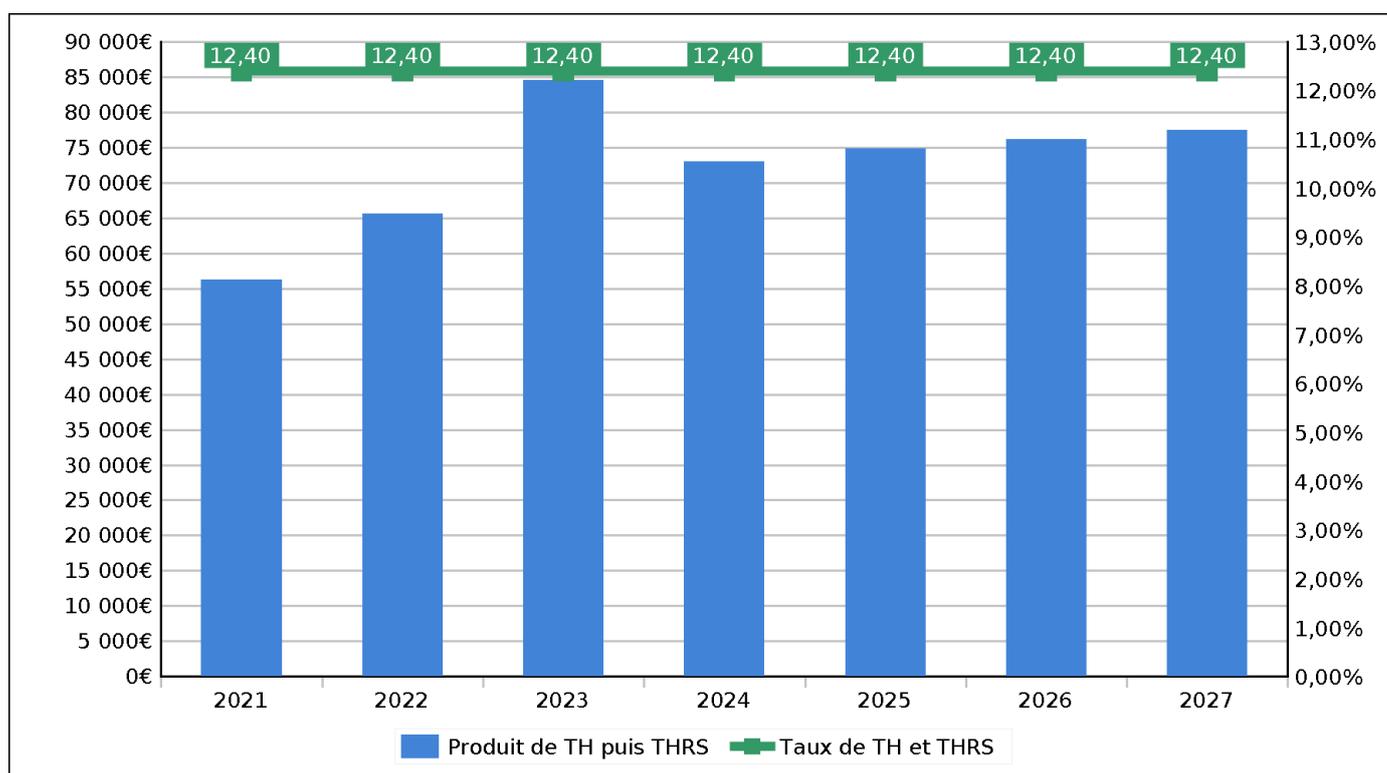


## 5.2 - Evolution des taux et des produits

### TAXE D'HABITATION ET TAXE D'HABITATION SUR LES RESIDENCES SECONDAIRES :

Années	Base nette TH et THRS	Evol base nette TH et THRS	Produit TH et THRS	Evol produit TH et THRS	Taux TH et THRS	Evol taux TH et THRS
2021	454 101	0	56 309	0	12,4 %	0
2022	529 307	16,56 %	65 634	16,56 %	12,4 %	0 %
2023	681 927	28,83 %	84 559	28,83 %	12,4 %	0 %
2024	588 997	-13,63 %	73 036	-13,63 %	12,4 %	0 %
2025	603 722	2,5 %	74 862	2,5 %	12,4 %	0 %
2026	614 589	1,8 %	76 209	1,8 %	12,4 %	0 %
2027	625 037	1,7 %	77 505	1,7 %	12,4 %	0 %

Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe d'habitation jusqu'en 2021 et de taxe d'habitation sur les résidences secondaires à partir de 2021



### TAXE FONCIERE PROPRIETE BATIEE :

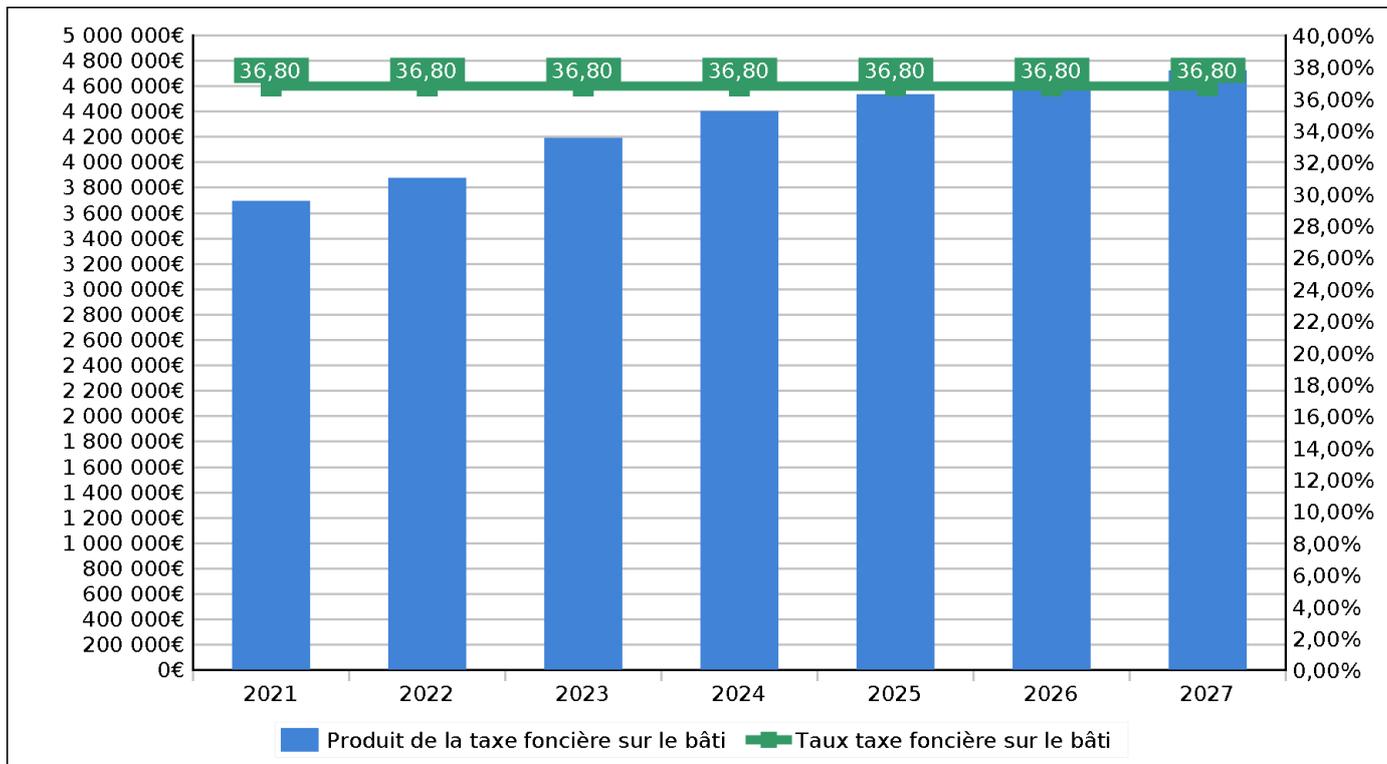
Années	Base nette TB	Evol base TFB	Produit TFB	Evol produit TFB	Taux TB	Evol taux TB
2021	10 620 376	-9,22 %	3 694 057	45,72 %	36,8 %	69,82 %
2022	11 253 798	5,96 %	3 876 461	4,94 %	36,8 %	0 %
2023	12 169 273	8,13 %	4 192 199	8,15 %	36,8 %	0 %
2024	12 777 737	5 %	4 403 027	5,03 %	36,8 %	0 %
2025	13 161 069	3 %	4 535 532	3,01 %	36,8 %	0 %
2026	13 424 290	2 %	4 626 243	2 %	36,8 %	0 %
2027	13 692 776	2 %	4 718 768	2 %	36,8 %	0 %

On constate que les bases de la taxe foncières sont dynamiques sous l'effet des nouvelles constructions et des implantations d'entreprises sur les zones d'activités de la commune et des décisions gouvernementales de revalorisation. Pour les années 2024 à 2027, l'évolution des bases « physiques » a été évaluée avec « beaucoup de prudence ».

Il convient de préciser que depuis 2021, la TFPB devient l'impôt de référence des communes avec le transfert de la part départementale. Il y a donc addition des taux communaux et taux départementaux.

Ce taux est stabilisé jusqu'en 2027. Il est inférieur au taux des communes voisines et des moyennes nationales des communes de même importance

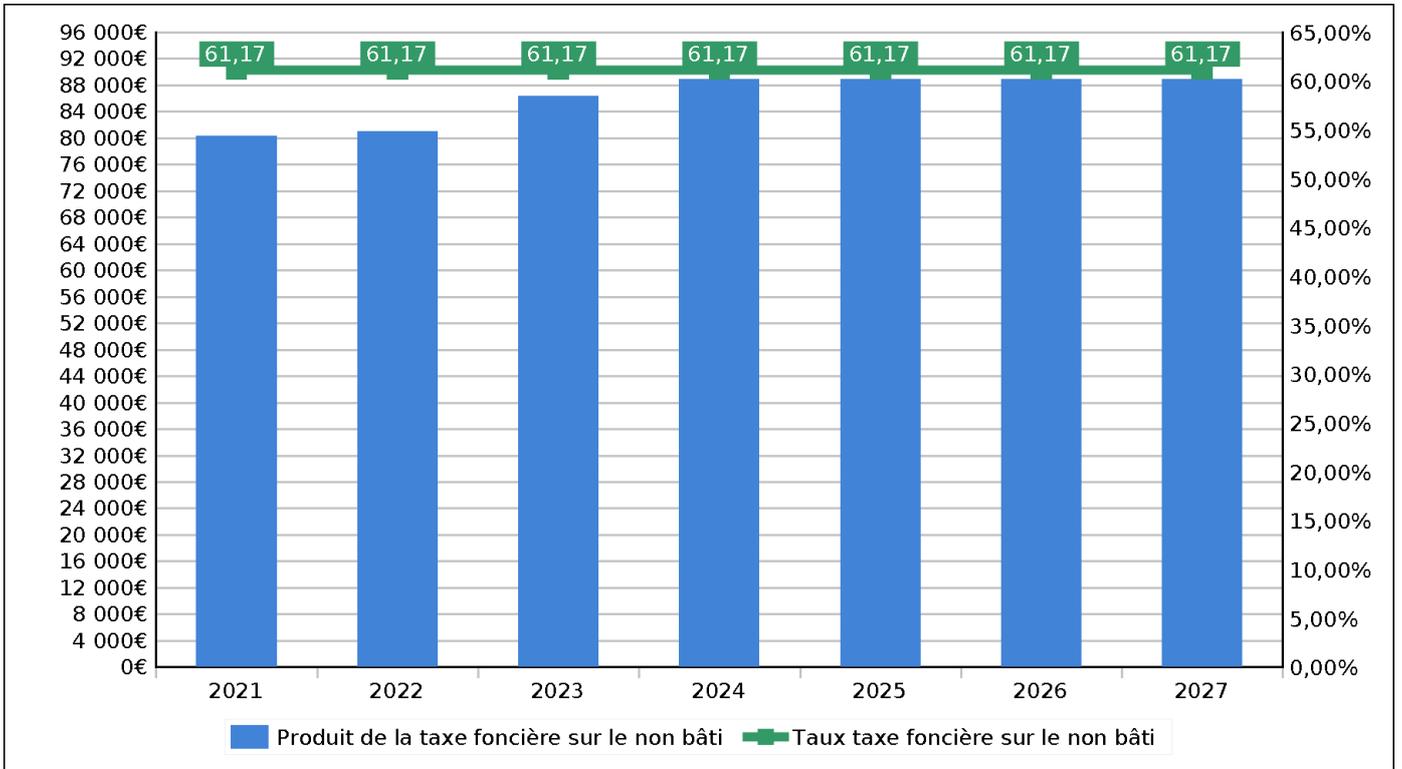
### Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties.



### TAXE FONCIERE PROPRIETE NON BATIE :

Années	Base nette TFNB	Evol base TFNB	Produit TFNB	Evol produit TFNB	Taux TFNB	Evol taux TNB
2021	131 367	0,83 %	80 357	0,83 %	61,17 %	0 %
2022	132 514	0,87 %	81 059	0,87 %	61,17 %	0 %
2023	141 160	6,52 %	86 348	6,52 %	61,17 %	0 %
2024	145 395	3 %	88 938	3 %	61,17 %	0 %
2025	145 395	0 %	88 938	0 %	61,17 %	0 %
2026	145 395	0 %	88 938	0 %	61,17 %	0 %
2027	145 395	0 %	88 938	0 %	61,17 %	0 %

### Représentation graphique de l'évolution du produit fiscal et de ses composantes et de l'évolution du taux de taxe foncière sur les propriétés non bâties.



## 6 - LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

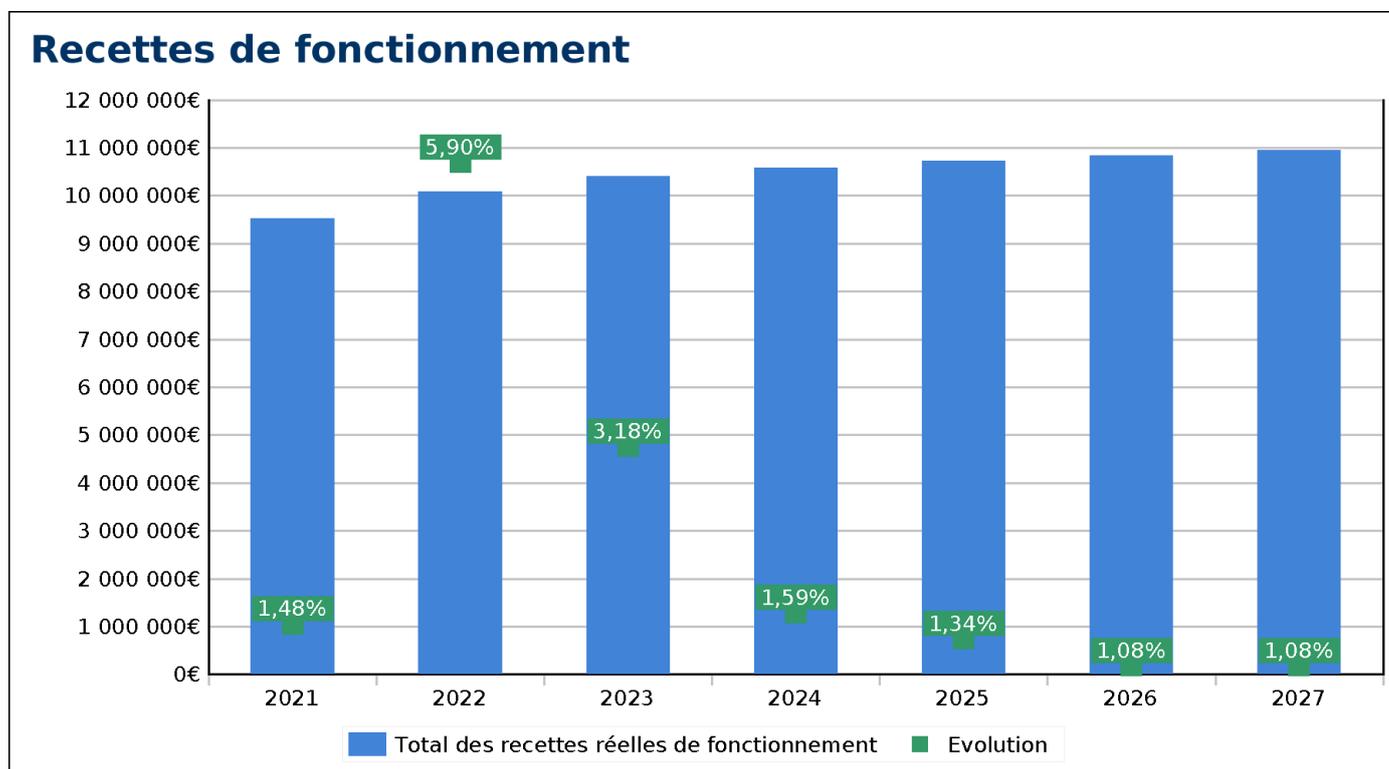
### 6.1 - Les recettes de fonctionnement

#### Les recettes de fonctionnement et leur évolution

Années	Recettes de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2021	9 531 622	1,48 %	1 101
2022	10 093 791	5,9 %	1 158
2023	10 415 046	3,18 %	1 222
2024	10 581 036	1,59 %	1 241
2025	10 723 137	1,34 %	1 258
2026	10 839 396	1,08 %	1 271
2027	10 956 550	1,08 %	1 285

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Recettes de fonctionnement	2,35 %	14,95 %



#### Les principales recettes de fonctionnement

**Produits de la fiscalité directe :** La fiscalité directe comprend les taxes directes locales possibles (taxe d'habitation, taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et la cotisation des entreprises CFE, - si la collectivité la perçoit, hors rôles supplémentaires).

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
3 830 723	4 023 154	4 363 105	4 588 372	4 735 265	4 827 970	4 922 412

**Produits de la fiscalité indirecte :** La fiscalité indirecte comprend les recettes affectées au compte 73 autre que la fiscalité directe et transférée. (Selon la collectivité : la taxe sur l'électricité, les droits de mutation, l'attribution de compensation, ...).

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2 354 397	2 375 300	2 324 089	2 361 385	2 361 385	2 380 185	2 399 925

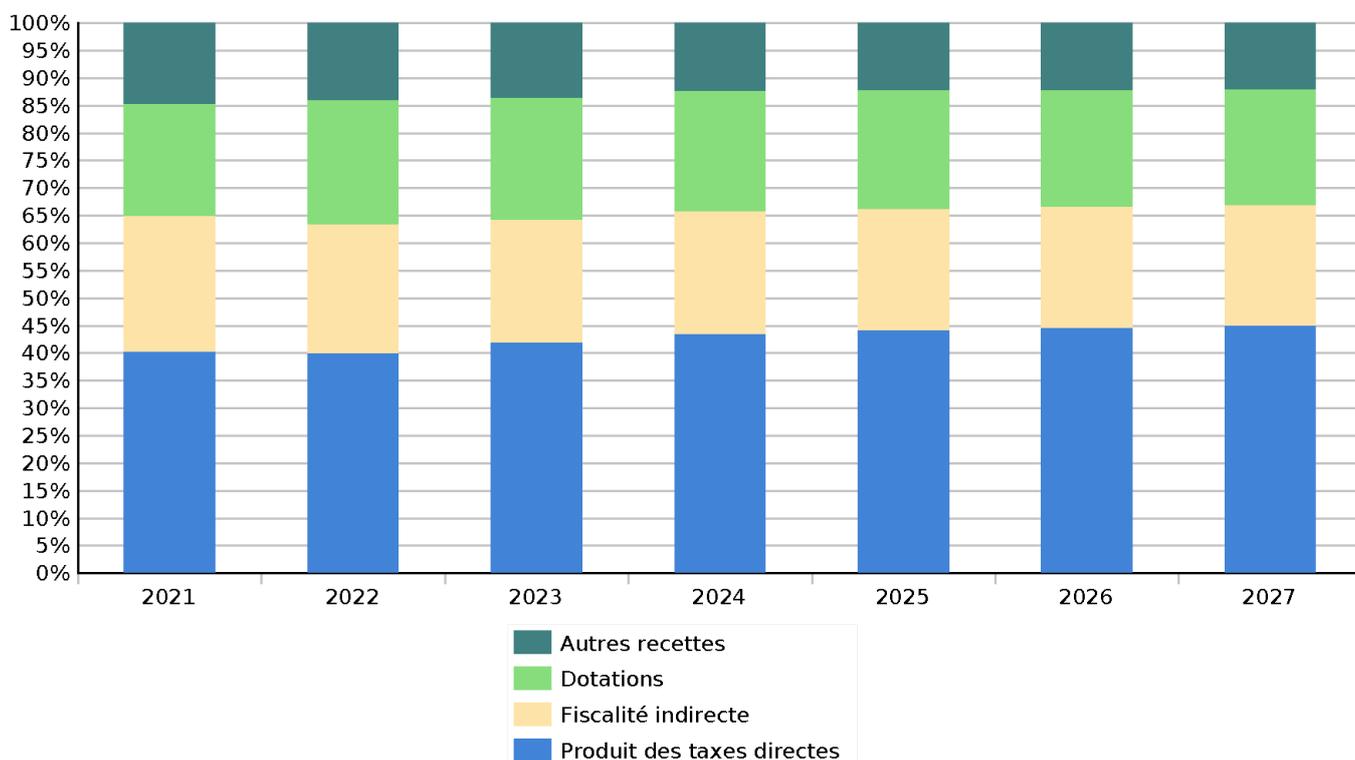
**Dotations** : Elles comprennent les recettes du chapitre 74 (la DCRTP, DGF, les compensations d'Etat sur les exonérations fiscales, les autres dotations).

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
1 944 179	2 271 299	2 305 385	2 324 893	2 312 901	2 310 382	2 306 009

**Autres recettes** : Elles comprennent notamment les produits des services, les cessions d'immobilisations, les produits financiers, les atténuations de charges, les recettes exceptionnelles, les produits induits des investissements, hors rôles supplémentaires.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
1 402 324	1 424 039	1 422 467	1 306 386	1 313 586	1 320 858	1 328 203

## Répartition des recettes de fonctionnement



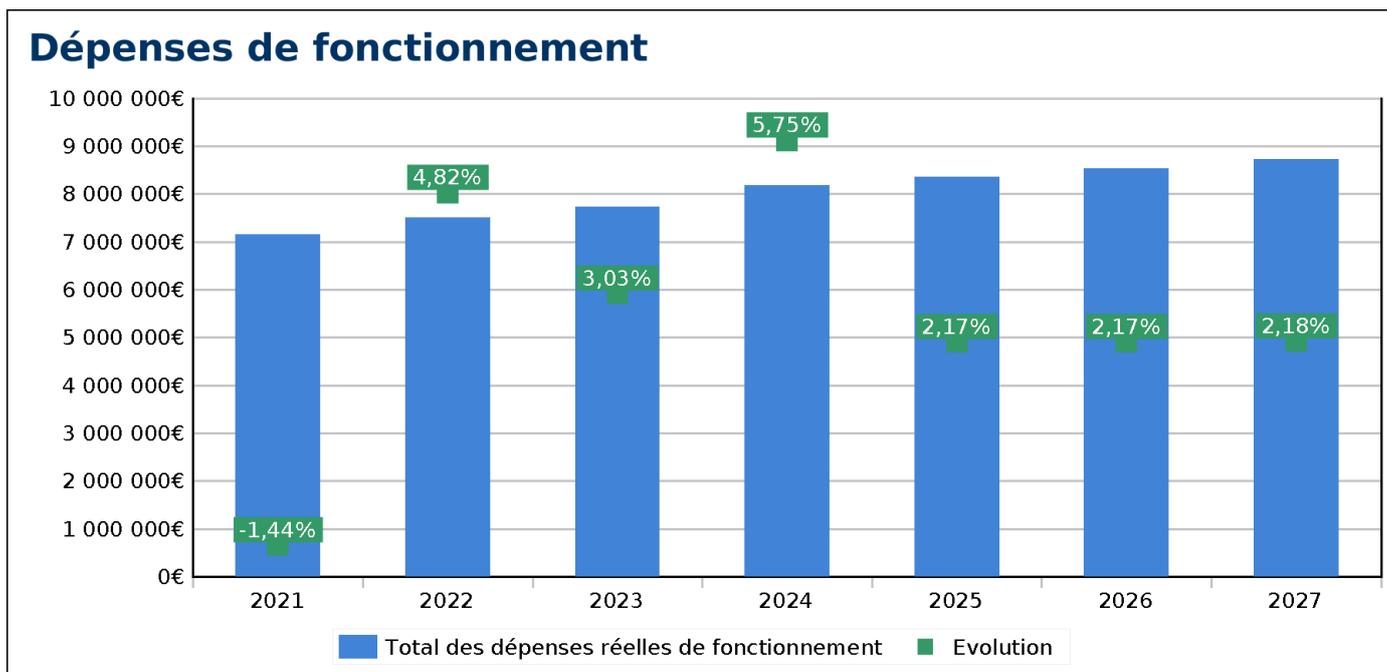
## 6.2 - Les dépenses de fonctionnement

### Les dépenses de fonctionnement et leur évolution

Années	Dépenses de fonctionnement	Evolution n-1	En euros par habitant
2021	7 158 790	-1,44 %	827
2022	7 503 648	4,82 %	861
2023	7 730 844	3,03 %	907
2024	8 175 534	5,75 %	959
2025	8 352 845	2,17 %	980
2026	8 533 779	2,17 %	1 001
2027	8 720 197	2,18 %	1 023

L'évolution moyenne et totale comprend l'ensemble de la période

	Evolution moyenne (en %)	Evolution totale (en %)
Dépenses de fonctionnement	3,34 %	21,81 %



### Les principales dépenses de fonctionnement

**Charges de personnel :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 012.

L'évolution entre 2022 et 2023 est de 4.51 %. Cette évolution est due à plusieurs facteurs. Le premier est la hausse du point d'indice de 1.5 % depuis le 1er juillet 2023. Le deuxième est la hausse du SMIC intervenue en janvier et mai 2023. Le troisième est la hausse du RIFSEEP pour les agents de catégorie C (délibération du 1/1/2022). Enfin, le Glissement vieillesse technicité (GVT) a un impact sur le budget RH.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
3 871 696	4 013 185	4 194 825	4 383 592	4 515 100	4 650 553	4 790 069

**Charges à caractère général :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 011.

Les charges à caractère général évoluent à la hausse du fait de l'inflation notamment des dépenses liées à l'énergie, aux denrées alimentaires et aux hausses générales des fournitures et des contrats passés par la commune.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
2 034 878	2 121 612	2 230 000	2 430 000	2 490 750	2 553 019	2 616 844

**Atténuation de produits :** Elles comprennent les dépenses du chapitre 014 (dont fiscalité transférée)

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
57 940	51 980	50 848	100 848	100 848	100 848	100 848

**Contingents et participations obligatoires :** Elles comprennent une partie des dépenses du chapitre 65, inscrites à l'article 655.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
403 632	380 796	393 744	406 674	415 028	421 192	427 468

**Subventions** : Elles comprennent les dépenses du chapitre 65 inscrites à l'article 657.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
309 760	355 515	384 212	388 054	391 935	395 854	399 813

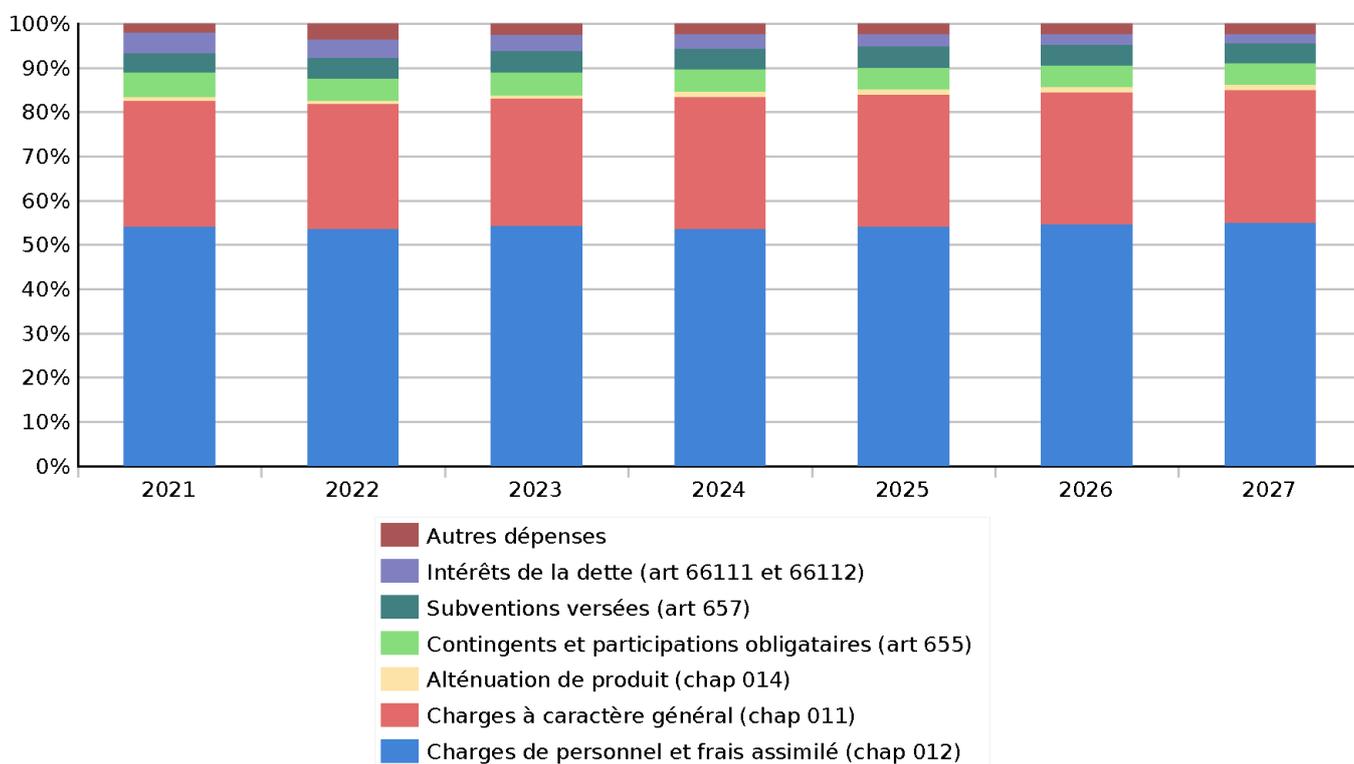
**Intérêts de la dette** : Les intérêts de la dette comprennent les frais financiers issus de la dette en cours cumulés avec les frais financiers des emprunts futurs issus de la prospective. Les ICNE compris.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
333 255	306 636	280 544	265 365	236 235	207 394	178 246

**Autres dépenses** : Elles comprennent notamment, les charges de gestion courante (chap.65), les autres charges financières (autres articles chap.66), les charges exceptionnelles (chap.67), les dotations aux provisions (chap.68 mvt réel), les dépenses diverses et autres dépenses de fonctionnement et enfin, elles comprennent les charges induites des investissements.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
147 629	273 925	196 671	201 000	202 950	204 920	206 909

## Répartition des dépenses de fonctionnement



### Indicateur d'évolution de la ressource humaine

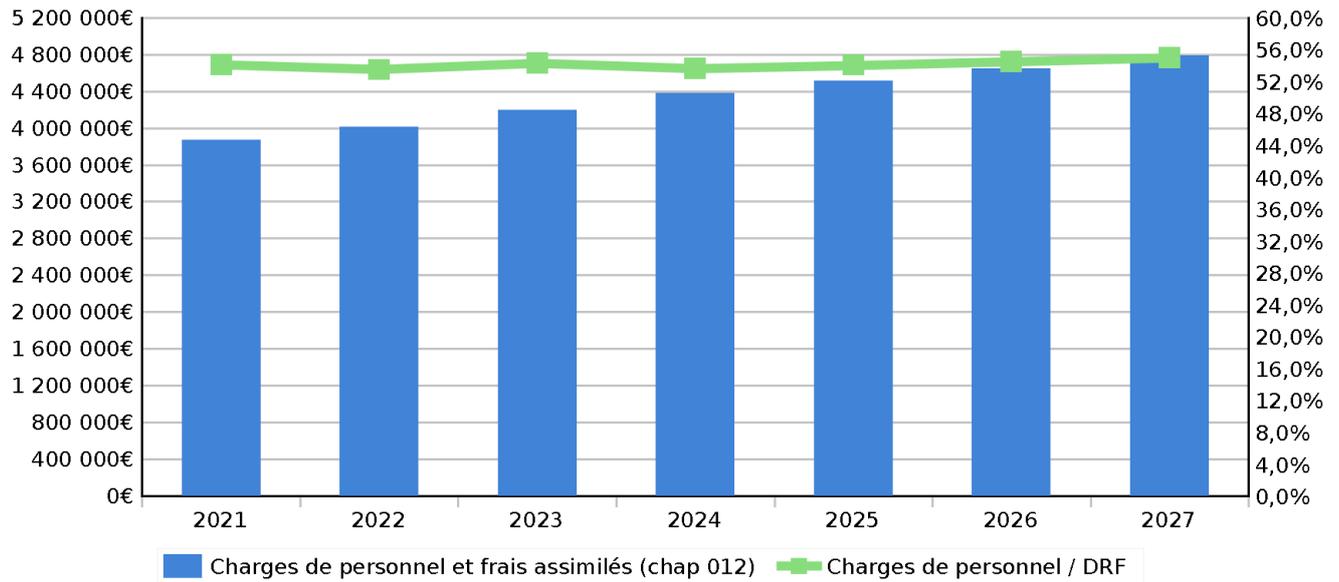
Représentativité des charges de personnel dans les dépenses d'exploitation. Ce taux permet de mesurer le poids des charges de personnel sur les dépenses de fonctionnement.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
3 871 696	4 013 185	4 194 825	4 383 592	4 515 100	4 650 553	4 790 069

**Ratio** : Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
54,08 %	53,48 %	54,26 %	53,62 %	54,05 %	54,51 %	54,93 %

## Charges de personnel



# 7 - LA SECTION D'INVESTISSEMENT

## 7.1 - Les recettes d'investissement

**FCTVA** : Cette recette est directement liée à la récupération de la TVA des investissements engagés les années précédentes. Le taux du FCTVA est de 15,482% avant le 1er Janvier 2014 et devient égal à 15,761% pour 2014. Depuis le 1er janvier 2015 loi de finance l'a revalorisé à 16.404%.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
467 658	304 241	222 621	285 460	640 295	818 443	405 179

**Subventions perçues** : Ce sont les subventions versées par les différents partenaires (région, département, communauté...) servant à financer le programme pluriannuel d'investissement. Ne sont prises en compte que les subventions notifiées

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
343 302	314 385	955 083	1 188 983	100 000	100 000	100 000

**Taxe d'urbanisme** : Cette recette comprend la taxe d'aménagement. Son produit devrait évoluer à partir de 2025 en fonction des projets d'aménagement en cours (zone du plan,, quartier gare...)

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
86 046	105 945	72 690	90 000	180 000	270 000	90 000

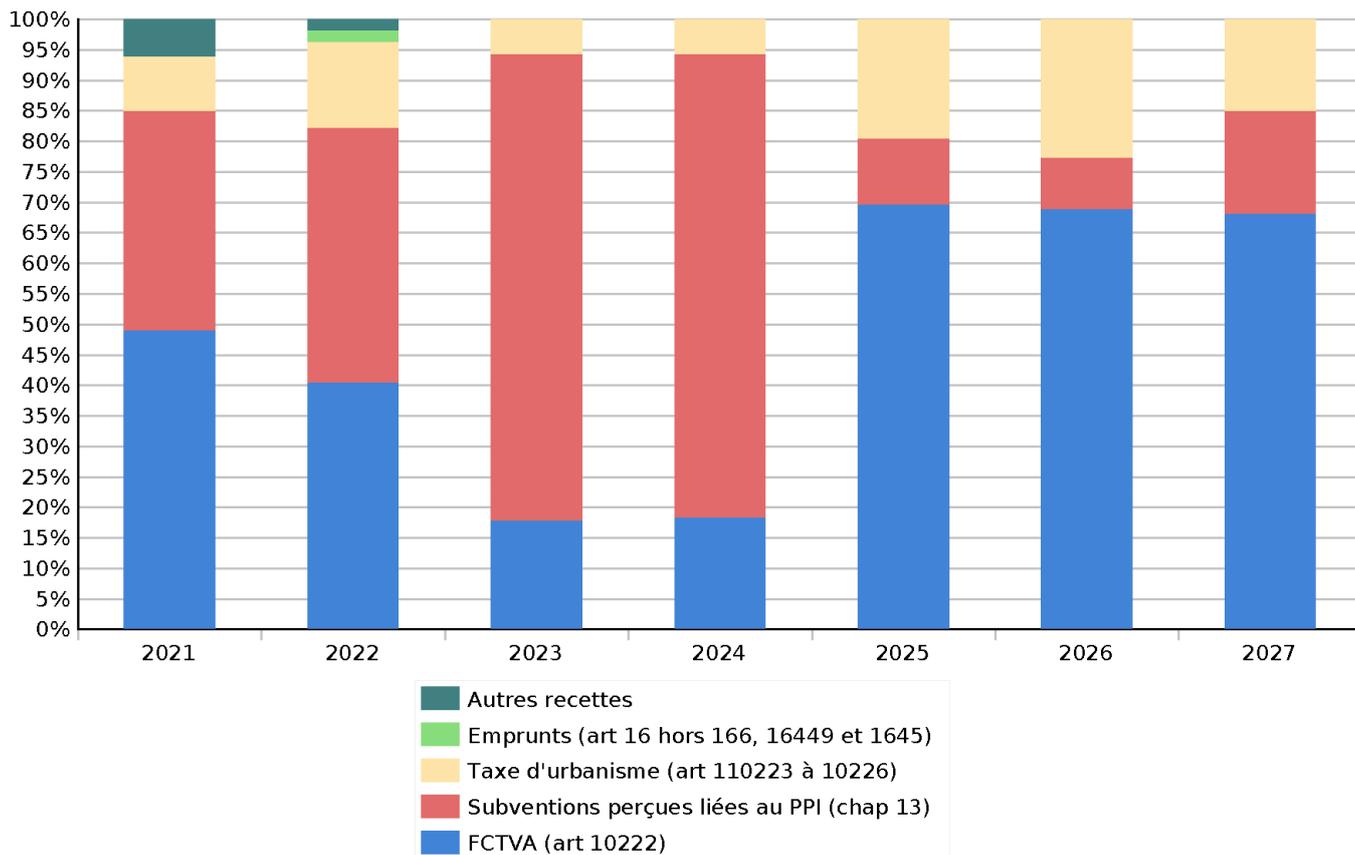
**Emprunts** : Emprunts réalisés durant la prospective pour financer les investissements

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
0	14 709	0	0	0	0	0

**Recettes diverses** : Elles comprennent notamment les opérations pour compte de tiers, les autres subventions et les mouvements inscrits au 16449.

2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
58 540	14 000	0	0	0	0	0

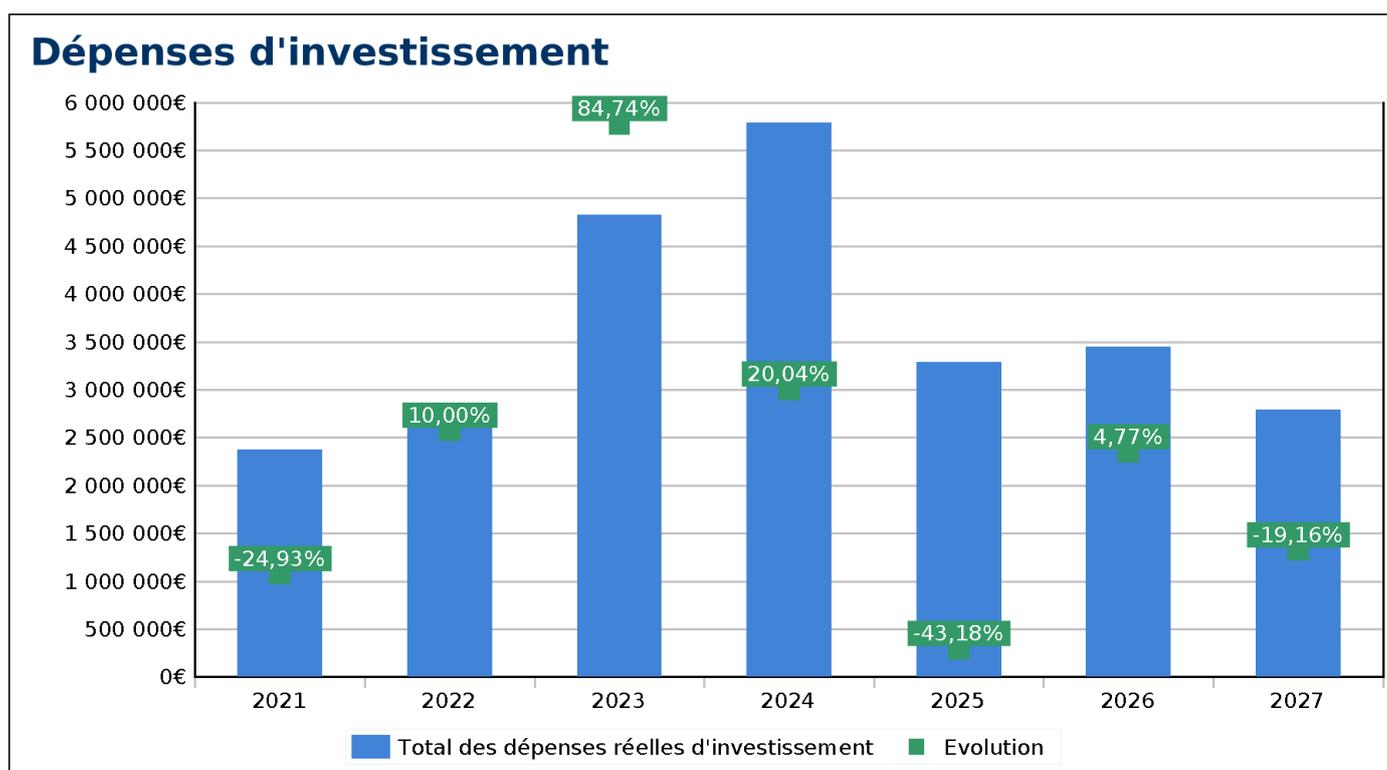
## Répartition des recettes d'investissement



## 7.2 - Les dépenses d'investissement

### Les dépenses d'investissement et leur évolution

Années	Dépenses d'investissement	Evolution n-1	En euros par habitant
2021	2 374 647	-24,93 %	274
2022	2 612 084	10 %	300
2023	4 825 443	84,74 %	566
2024	5 792 493	20,04 %	679
2025	3 291 546	-43,18 %	386
2026	3 448 513	4,77 %	404
2027	2 787 786	-19,16 %	327

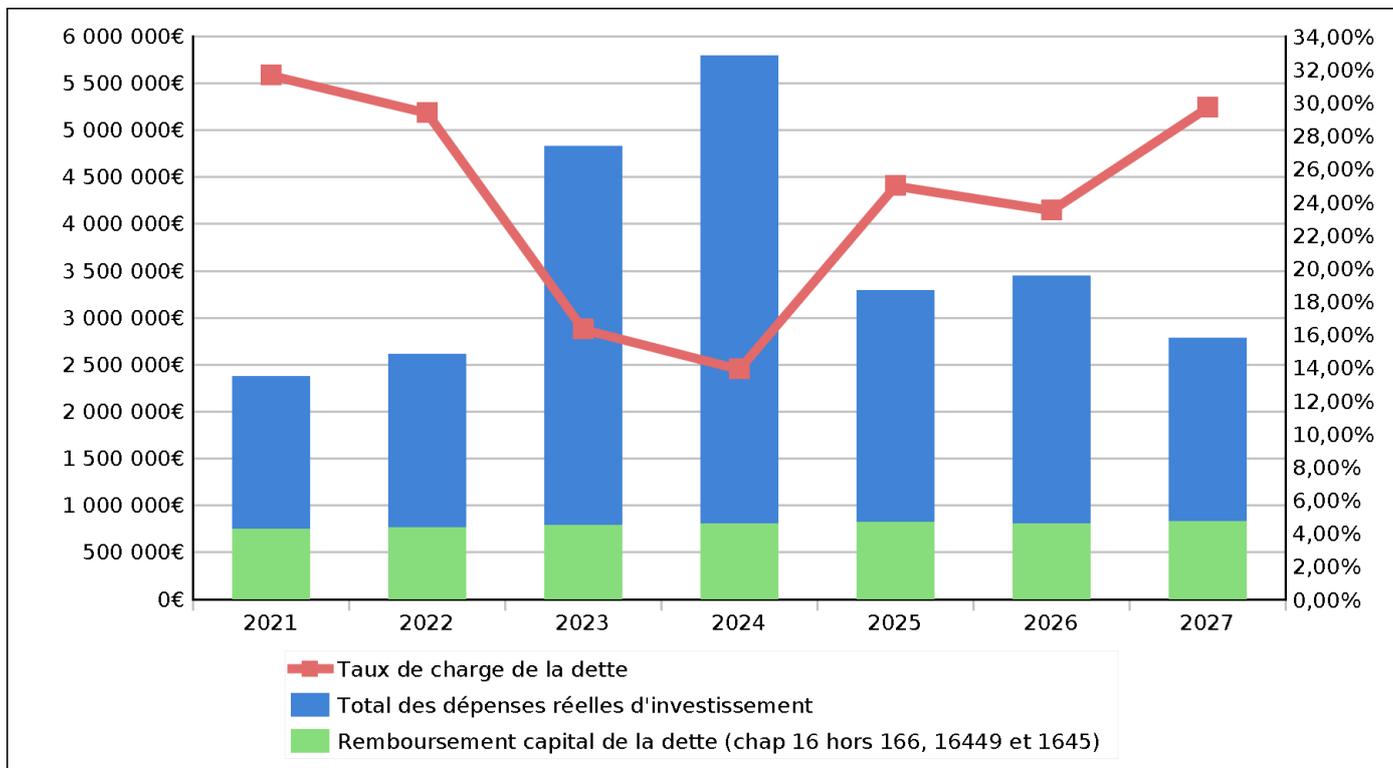


### Le remboursement de la dette dans les dépenses d'investissement

Ci-dessous, les dépenses d'investissement issues de la prospective dont la mise en lumière du remboursement du capital de la dette.

Années	Dépenses d'investissement	Remboursement du capital de la dette	Part en % du remboursement du capital de la dette
2021	2 374 647	751 388	31,64 %
2022	2 612 084	767 424	29,38 %
2023	4 825 443	785 665	16,28 %
2024	5 792 493	803 204	13,87 %
2025	3 291 546	821 546	24,96 %
2026	3 448 513	808 513	23,45 %
2027	2 787 786	827 786	29,69 %

Ci-dessous la représentation graphique du remboursement du capital de la dette dans les dépenses d'investissement (échelle de gauche) et le taux de charge du remboursement de la dette (échelle de droite).



## 8 - LE PROGRAMME PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT ET SON FINANCEMENT

### 8.1 - Les dépenses prévues au PPI

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
1 - Aménagement du Parc Mandela-Ecole Desnos	85 647	0	84 486	387 800	290 000	30 000	0	877 933
10 - DIVERS IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30 000	118 000	30 746	50 000	20 000	20 000	20 000	288 746
11 - DIVERS MATERIEL MOBILIER	166 922	197 300	284 708	190 000	120 000	120 000	200 000	1 278 930
12 - Divers sports-loisirs-équipements	0	5 000	31 500	175 000	90 000	90 000	90 000	481 500
13 - Divers voirie hors village	145 824	95 500	221 165	170 000	50 000	250 000	200 000	1 132 489
15 - Maison de santé pluriprofessionnelle-	50 830	150 438	592 009	219 000	0	0	0	1 012 277
16 - Nouveau cimetière	0	22 909	0	50 000	200 000	300 000	0	572 909
17 - PARKING LUCINES	0	104 748	0	100 000	0	0	0	204 748
18 - Parking MSP	0	0	0	120 000	0	0	0	120 000
2 - Aménagement maison Basili	16 744	222 602	387 470	12 519	0	0	0	639 335
20 - Piétonisation chemin de la dragonette	0	0	0	0	200 000	500 000	0	700 000
21 - Piétonisation du chemin de Sève	0	1 000	0	1 200 000	0	0	0	1 201 000

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
22 - plan de sobriété énergétique	0	0	10 500	50 000	50 000	500 000	400 000	1 010 500
23 - Plantation d'arbres	0	29 000	24 372	250 000	250 000	250 000	0	803 372
27 - Toiture gendarmerie	0	0	87 285	0	0	0	0	87 285
30 - travaux de réfection des remparts	0	20 000	55 000	200 000	60 000	60 000	60 000	455 000
31 - Travaux piétonnisation Lone-11 novembre	261 358	29 892	795 510	12 700	0	0	0	1 099 460
32 - TRAVAUX THERMIQUES	82 238	179 061	152 812	200 000	0	0	0	614 111
33 - VOIRIES CENTRE VILLE	0	65 000	334 742	100 000	100 000	300 000	300 000	1 199 742
34 - Réhabilitation PMU en Poste de police	0	0	310 535	300 000	300 000	0	0	910 535
4 - BOULEVARD SAINT ROCH 2	314 228	44 642	0	0	0	0	0	358 870
5 - Caserne des pompiers-Melodia	0	29 196	284 206	705 000	0	0	0	1 018 402
6 - Chauffage P3	0	60 000	52 040	77 270	60 000	60 000	60 000	369 310
7 - construction restaurant 3ieme age	0	0	0	100 000	500 000	0	0	600 000
8 - Divers acquisition de terrains (hors programmes définis)	0	30 000	1 000	40 000	30 000	30 000	30 000	161 000
9 - DIVERS BATIMENTS	159 912	169 000	163 200	280 000	150 000	130 000	200 000	1 252 112
Bd St Roch 1	0	0	0	0	0	0	0	0
PIETONNISATION VICTOR HUGO ET MOULIN	0	0	0	0	0	0	0	0
Reconstruction services techniques	12 079	0	0	0	0	0	0	12 079
Réhabilitation espace jeunesse	11 334	146 895	0	0	0	0	0	158 229
Subvention équipement SDIS	0	79 300	0	0	0	0	0	79 300
Travaux Batiments marché	20 000	20 000	0	0	0	0	0	40 000
Travaux batiments La Poste	0	0	0	0	0	0	0	0
ecole Mauron	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>1 357 116</b>	<b>1 819 483</b>	<b>3 903 286</b>	<b>4 989 289</b>	<b>2 470 000</b>	<b>2 640 000</b>	<b>1 560 000</b>	<b>18 739 174</b>

## 8.2 - Les financeurs du PPI

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Divers	66 368	14 709	0	107 310	0	0	0	188 387
Départements	0	30 000	246 920	235 880	0	0	0	512 800
Etat et établissements nationaux	182 488	96 000	597 337	273 754	0	0	0	1 149 579

Accusé de réception en préfecture  
RD4-218400430-20240219-19-02-24delib01-DF  
Date de télétransmission : 19/02/2024  
Date de réception préfecture : 19/02/2024

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Grand Avignon	0	173 020	87 226	445 520	100 000	100 000	100 000	1 005 766
Régions	0	40 000	23 600	126 519	0	0	0	190 119
<b>Total</b>	<b>248 856</b>	<b>353 729</b>	<b>955 083</b>	<b>1 188 983</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>100 000</b>	<b>3 046 651</b>

### 8.3 - Le coût net annuel

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Programmes (a)	1 357 116	1 819 483	3 903 286	4 989 289	2 470 000	2 640 000	1 560 000	18 739 174
Financeurs (b)	248 856	353 729	955 083	1 188 983	100 000	100 000	100 000	3 046 651
<b>Total (a-b)</b>	<b>1 108 260</b>	<b>1 465 754</b>	<b>2 948 203</b>	<b>3 800 306</b>	<b>2 370 000</b>	<b>2 540 000</b>	<b>1 460 000</b>	<b>15 692 523</b>

## 9 - LE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Il vous est présenté ci-dessous le plan de financement des investissements réalisés sur la période. Le remboursement du capital de la dette ne figure pas dans les dépenses d'investissement à financer, puisque celui-ci doit être couvert par l'autofinancement.

### Rappel des investissements prévus au PPI

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	Total
Programmes (a)	1 357 116	1 819 483	3 903 286	4 989 289	2 470 000	2 640 000	1 560 000	18 739 174

### L'épargne de la collectivité

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne brute	2 267 772	2 583 039	2 660 841	2 404 502	2 369 292	2 304 616	2 235 353
Remboursement capital de la dette	751 388	767 424	785 665	803 204	821 546	808 513	827 786
Epargne nette	1 516 385	1 815 615	1 875 177	1 601 299	1 547 746	1 496 103	1 407 567

### Le financement

Le tableau ci-dessous présente le plan de financement de l'investissement. Les cessions d'immobilisation sont rajoutées dans le plan de financement. Pour rappel, l'affectation du résultat peut également intervenir partiellement pour financer l'investissement.

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Epargne nette (a)	1 516 385	1 815 615	1 875 177	1 601 299	1 547 746	1 496 103	1 407 567
FCTVA (b)	467 658	304 241	222 621	285 460	640 295	818 443	405 179
Autres recettes (c)	144 586	119 945	72 690	90 000	180 000	270 000	90 000
Produit de cessions (d)	105 060	7 104	23 361	1 000	1 000	1 000	1 000
<b>Ressources financières propres e = (a+b+c+d)</b>	2 233 689	2 246 905	2 193 849	1 977 758	2 369 041	2 585 546	1 903 746
Subventions perçues (liées au PPI) (f)	343 302	314 385	955 083	1 188 983	100 000	100 000	100 000
Emprunts (art 16 hors 166 et 16449) (g)	0	14 709	0	0	0	0	0
<b>Financement total h = (e+f+g)</b>	2 576 991	2 575 999	3 148 932	3 166 741	2 469 041	2 685 546	2 003 746

Résultat de l'exercice	953 731	731 340	-890 846	-1 822 547	-958	45 546	43 745
------------------------	---------	---------	----------	------------	------	--------	--------

Un résultat négatif diminuera le fonds de roulement, et servira à financer une partie de l'investissement. Un résultat positif l'augmentera permettant ainsi de reconstituer un fonds de roulement qui pourra être utilisé pour des investissements futurs.

Il ne s'agit pas du résultat « final » mais du résultat avant reprise du résultat de l'année antérieure.

Le résultat final en fin d'exercice est celui qui est appelé « Fonds de Roulement ». (photographie au 31 décembre). La commune, lors du vote du budget primitif viendra affecter une grande partie de son résultat en recette d'investissement afin de renforcer l'autofinancement des dépenses d'équipement.

Les subventions pour financement des investissements inscrites dans les orientations et le PPI sont réparties sur les années auxquelles nous pensons les percevoir effectivement. Il s'agit des subventions effectivement notifiées à ce jour.

Pour mémoire, en 2023, la commune a obtenu :

- la DETR (Etat) à hauteur de 150 010 € pour la construction de l'école de musique
- Le contrat Vaucluse Ambition (CD 84) à hauteur de 210 000 € pour la construction de l'école de musique
- Le fonds « nos communes d'abord » (Région PACA) à hauteur de 100 000 € pour la construction de l'école de musique
- Le produit des amendes de police pour 14 000 €.
- Subvention pour l'acquisition d'un logiciel pour le Police (Région PACA) à hauteur de 26 519 €
- Le contrat de solidarité territoriale (CD 84) à hauteur de 77 324 € pour les travaux de piétonisation du chemin de la lône
- Le contrat de solidarité territoriale (CD 84) à hauteur de 25 880 € pour la couverture de la gendarmerie
- Le plan 5000 équipements sportifs (agence nationale du sport) à hauteur de 10 731 € pour l'aménagement d'un espace fitness sur l'axe vert

**Soit 614 464 €**

Pour mémoire, les dossiers antérieurs en attente de paiement :

- DETR 2018, cantine Desnos, 25 000 €
- FDC GA, Piétonisation du chemin de la lône, 173 020 €
- DETR 2022, travaux thermiques, 98 000 €

**Soit 296 020 €**

Ces subventions sont intégrées dans la prospective.

En 2023, la commune a encaissé les subventions suivantes :

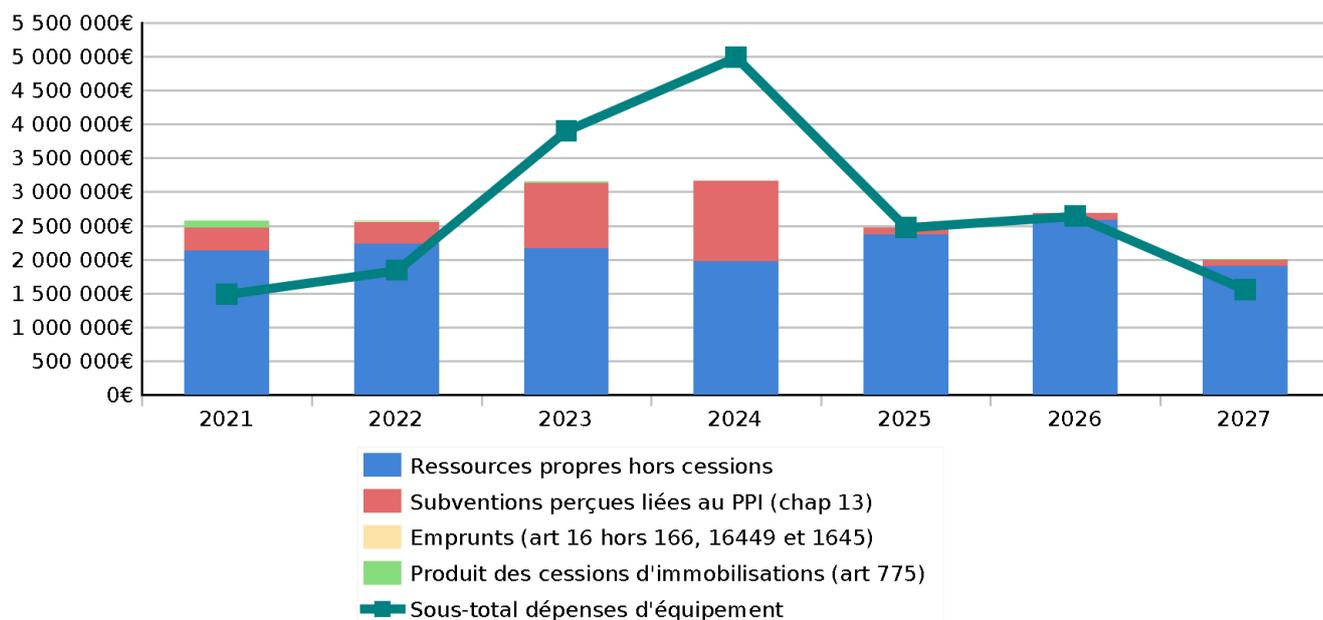
- DETR 2020, Chemin de la Lône: 350 000 €
- CDST 2020-2022, Chemin de la Lône: 77 324 €
- DSIL 2021, Maison Basili: 131 000 €
- DETR 2021, MSP: 116 700 €
- CDST 2020-2022, MSP: 155 600 €
- MA REGION SURE, Acquisition véhicules PM: 20 625 €
- AMENDES DE POLICE, Travaux de sécurisation Argelas et Hugo: 14 000 €

**Soit 865 249 €**

Pour les années suivantes, les dossiers de demandes de subvention seront déposés en fonction de l'éligibilité des programmes. Sont d'ores et déjà délibérées les demandes :

- DETR 2024 pour le projet de poste de police pour 252 397.50 €
- Le fonds « nos communes d'abord » pour le poste de police à hauteur de 200 000 €
- DSIL 2024 pour les travaux d'éclairage du boulodrome, du stade Mauro et de la salle des sports pour 74027.10 €
- FDC GA pour les 1000 plantations à hauteur de 362 403 € (délibération en mars 2024)
- Fonds vert pour les travaux de rénovation énergétiques de la salle des sports pour 969 239.17 €

## Répartition du financement de l'investissement



## 10 - LES RATIOS

Ci-dessous le tableau des ratios obligatoires issus de la loi A.T.R . a noter que le chiffre de la population prise en compte sur les années 2025 à 2027 n'est pas réévalué

	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Ratio 1	827	861	907	959	980	1 001	1 023
Ratio 2	447	462	516	538	555	566	577
Ratio 3	1 101	1 158	1 222	1 241	1 258	1 271	1 285
Ratio 4	171	202	458	585	290	310	183
Ratio 5	1 087	993	923	829	732	637	540
Ratio 6	73	72	76	79	76	73	71
Ratio 7	54,08 %	53,48 %	54,26 %	53,62 %	54,05 %	54,5 %	54,93 %
Ratio 9	82,99 %	81,94 %	81,77 %	84,86 %	85,56 %	86,19 %	87,14 %
Ratio 10	15,54 %	17,49 %	37,48 %	47,15 %	23,03 %	24,36 %	14,24 %
Ratio 11	98,69 %	85,74 %	75,55 %	66,77 %	58,23 %	50,14 %	42,05 %

**Ratio 1**= Dépenses réelles de fonctionnement / population

**Ratio 2**= Produit des impositions directes / population

**Ratio 3**= Recettes réelles de fonctionnement / population

**Ratio 4**= Dépenses d'équipement brut / population

**Ratio 5**= Encours de la dette / population

**Ratio 6**= Dotation globale de fonctionnement / population

**Ratio 7**= Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement

**Ratio 9**= Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 10**= Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement

**Ratio 11**= Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement

## 11 – CONCLUSION

Les orientations budgétaires 2024 de la collectivité sont, à la lecture des éléments présentés, indéniablement tournées vers la réalisation d'un programme d'investissements « ambitieux » définis dans le cadre du PPI 2021-2027, avec 25 millions de dépenses d'équipement, tout en désendettant la collectivité de plus de 7 millions entre 2020 et 2027.

Ces investissements porteront sur des projets structurant pour la ville et la population, dans des domaines impactant le quotidien des habitants (piétonisation et rénovation des voiries communales, rénovation des équipements scolaires, sportifs, culturels et associatifs).

Dans la perspective de la concrétisation de ces projets, la collectivité aborde l'exercice budgétaire 2024 avec une situation financière efficiente, ancrée dans une volonté réaffirmée de ne pas accroître la pression fiscale pesant sur les ménages et d'offrir des services publics de qualité aux habitants d'Entraigues sur la Sorgue